

VIVRE SELON SES MOYENS
EN
ACCROISSANT SES RESSOURCES AFIN DE VIVRE MIEUX

Allocution de M. J. E. Coyne,
gouverneur de la Banque du Canada,
à la réunion annuelle
de la Chambre de commerce du Canada,
à Calgary, le 5 octobre 1960.

Vivre selon ses moyens
en
accroissant ses ressources afin de vivre mieux

(Allocution de M. J. E. Coyne, gouverneur de la Banque du Canada, à la réunion annuelle de la Chambre de commerce du Canada, à Calgary, le 5 octobre 1960.)

Les délégués, qui assistent à la réunion annuelle de la Chambre de commerce du Canada, s'occupent, bien entendu, d'étudier sérieusement notre situation économique et ses perspectives d'avenir. L'an dernier, à pareille date, il semblait qu'une période de production et d'emploi sensiblement à la hausse s'annonçait pour l'Amérique du Nord. A la fois au Canada et aux Etats-Unis, le produit national brut augmentait, l'emploi s'accroissait à un rythme plus marqué que ne le faisait l'effectif ouvrier, et le chômage, compte tenu des variations saisonnières, déclinait. Au Canada, cependant, le déficit de la balance générale des comptes, soit l'excédent global des importations sur les exportations (y compris le commerce des éléments invisibles aussi bien que celui des éléments visibles), était à la hausse, notre dette extérieure, déjà énorme, continuait de croître à un rythme quasi sans précédent et la domination étrangère exercée sur notre vie économique était la cause d'inquiétudes croissantes.

Au cours du premier semestre de 1960, la situation économique n'a pas continué de s'améliorer au rythme espéré plus tôt. Le produit national brut a augmenté au cours du premier trimestre de 1960, au regard

du dernier trimestre de 1959, mais l'augmentation s'est ralentie pendant le second trimestre aux Etats-Unis tandis que, au Canada, d'après les données provisoires officielles, le produit national brut a diminué pendant le second trimestre. Dans les deux pays, les chiffres relatifs au chômage, pondérés pour tenir compte des fluctuations saisonnières, enregistrent des tendances à la hausse depuis six mois. En août, l'emploi au Canada dépassait de 115,000 le chiffre de la même date un an plus tôt, mais l'effectif ouvrier avait augmenté de plus que cela, de sorte que le nombre des chômeurs était aussi élevé qu'il ne l'était douze mois plus tôt.

La situation monétaire et financière a changé sensiblement au cours des douze derniers mois. La hausse rapide des prêts bancaires jusqu'en août 1959 a été suivie d'un déclin, tout particulièrement des prêts plus importants. La capacité des banques de consentir des prêts à la petite entreprise, aux cultivateurs et aux particuliers s'est accrue. Les prêts généraux ont augmenté de près de 400 millions de dollars depuis leur bas point saisonnier atteint à la mi-février. Les banques ont eu un excédent d'actif liquide dont elles se sont servies pour augmenter leurs avoirs en bons du Trésor et en obligations de l'Etat de 190 millions de dollars, au cours de la même période. La masse monétaire totale, qui se compose de l'argent en circulation et des dépôts dans les banques à charte, a augmenté de 280 millions de dollars au cours de la période et excède maintenant de 150 millions de dollars le chiffre de l'an dernier. Il s'agit là d'une hausse modérée

qui, je l'espère, demeurera modérée, mais la situation monétaire n'a manifesté aucune contraction depuis plusieurs mois. Les taux d'intérêt sur les valeurs ont baissé d'une façon presque continue au Canada depuis août l'an dernier (ou, dans le cas des titres à plus long terme, depuis janvier cette année) et, plus récemment, les taux d'intérêt sur les hypothèques ont aussi diminué. Il y a eu amplement de fonds sur le marché des capitaux pour répondre aux besoins en emprunts des sociétés canadiennes et des gouvernements locaux tandis que la dette obligataire du gouvernement fédéral n'a, pour ainsi dire, pas augmenté, sauf dans le domaine des obligations d'épargne du Canada. Les émissions des sociétés ont été moins importantes qu'on aurait pu le prévoir, mais non pas à cause de quelque difficulté à trouver des capitaux. Même si certains gouvernements provinciaux et municipaux ont continué d'ajouter à la dette extérieure de la nation ainsi qu'à leurs propres engagements éventuels en devises étrangères qui, déjà, les plaçaient dans une situation précaire, en empruntant de fortes sommes remboursables en devises étrangères, ce n'était pas non plus en raison d'une pénurie de capitaux disponibles à des conditions raisonnables au Canada.

La balance de nos comptes internationaux s'est un peu améliorée au cours du premier trimestre de 1960 mais, pendant le second trimestre, on a noté une balance adverse légèrement plus élevée que celle de la période correspondante un an plus tôt et dépassée jusqu'ici uniquement par le chiffre

sans précédent atteint pendant le deuxième trimestre de 1957. Les exportations ont été relativement fermes au cours des deux ou trois derniers mois et il est possible que, pour l'ensemble de l'année 1960, les exportations excéderont les importations de 300 millions de dollars mais, entre-temps, le déficit au compte des intérêts et des dividendes, des services et des autres éléments dits invisibles de notre balance des comptes, qui a atteint 1,050 millions de dollars en 1959, est plus élevé qu'il ne l'était il y a un an.

Nous ne devons pas nous attendre à acheter indéfiniment à l'étranger des biens et services en quantités dépassant aussi considérablement celles que nous exportons; autrement dit, à nous procurer à crédit tant de marchandises que notre dette à l'étranger s'en trouve grossie davantage. Nous devons donc nous attendre à subir, à un moment donné, des restrictions considérables dans l'approvisionnement de biens et services destinés à la consommation et à l'expansion des immobilisations au Canada, -- ou bien il nous faudra prendre des mesures afin de nous assurer une quantité déterminée de biens et services produits au Canada par une main-d'oeuvre canadienne, pour remplacer ceux d'origine étrangère sur lesquels nous comptons tant depuis dix ans. Plus nous réaliserons de sensibles progrès dans cette direction, plus notre avenir économique et notre intégrité nationale seront solides et sûrs.

Plus tôt au cours de l'année, le président du Conseil canadien de la Chambre de commerce internationale, M. Paul Bienvenu, a prononcé en cette province un important discours qu'il intitulait "Le Canada à la croisée des chemins". Dans ce discours il signalait la vulnérabilité de la situation dans laquelle nous nous trouvons, parce que nous nous sommes trop fiés aux capitaux étrangers, et demandait, sans équivoque et bien à propos si: "Nous allons permettre au Canada d'être absorbé petit à petit par des intérêts économiques étrangers plus importants que les nôtres?". D'autre part, le professeur W. L. Morton, parlant de l'histoire du Canada dans ses grandes lignes et de l'essor de notre culture nationale, dans son allocution en sa qualité de président de la "Canadian Historical Association" en juin dernier, a dit ceci: "Ce que nous avons accompli nous mérite mieux que d'être absorbés par une autre société, une société étrangère, si amicale soit-elle et quelque forts que puissent être ses propres idéaux." Mais nous nous trouvons de nouveau à un carrefour critique de notre histoire, le plus critique de tous peut-être, car les événements économiques et la préoccupation d'antan autour des doctrines économiques nous poussent sur la voie qui mène à la perte de tout pouvoir réel permettant d'être maître chez soi et, finalement, à l'absorption par autrui. Ce n'est pas parce que, de nos jours, on remplace le mot "absorption" par "intégration", ou même "intégration économique", que l'essence du résultat s'en trouve modifiée.

L'importance, l'urgence dirais-je, qu'il y a à résoudre le problème de la balance des paiements s'accroît à cause du chômage, qui existe présentement sur une vaste échelle. Si nous adoptons comme règle de "vivre selon nos moyens", cette règle peut nous permettre de vivre mieux car nous pouvons augmenter nos moyens en nous servant de sources disponibles mais inutilisées jusqu'à présent.

Pendant bien des années, les dépenses globales de tous les secteurs économiques de la nation -- ceux des affaires, du gouvernement et du consommateur -- ont considérablement dépassé notre production réelle, voire même notre potentiel de production en fonction des facilités de production existant à l'époque. Cette année-ci, nos dépenses globales dépassent sans doute notre production réelle autant que par les années précédentes, comme le montre le déficit dans nos paiements internationaux, mais elles ne dépasseraient pas autant nos possibilités de production si seulement nous pouvions mettre en oeuvre les moyens de production -- l'installation matérielle et l'outillage de même que la main-d'oeuvre -- dont nous ne nous servons pas en ce moment. L'excédent de nos paiements internationaux, en proportion de nos recettes internationales, représente environ 4 pour cent du produit national brut. Notre moyenne de chômage annuelle se chiffre à 6 pour cent environ de notre effectif ouvrier, et nos

usines ainsi que nos industries de service ont une capacité de production qui demeure inutilisée. Si nous parvenions à combler le déficit de notre balance des paiements, le nombre d'emplois augmenterait de 250,000 (soit, 4 pour cent de notre main-d'oeuvre) et le chômage serait ainsi amené au plus bas niveau de l'ère contemporaine.

Toutefois, en fournissant de l'emploi à ceux qui chôment actuellement, nos exportations augmenteront ou nos importations diminueront suffisamment pour nous permettre d'équilibrer nos comptes internationaux si nous en faisons notre objectif national et si nous dirigeons tous nos efforts vers cette fin. Pour que l'augmentation de l'emploi donne de tels résultats, le principal effort, celui offrant le plus d'envergure et les meilleures chances de succès, doit viser à remplacer l'importation par une hausse de la production au Canada de manière à répondre à nos propres besoins.

A cet égard, aucun moyen pratique ne semble s'offrir pour augmenter rapidement et sensiblement l'emploi dans nos industries d'exportation, et sûrement pas de l'accroître de 250,000 emplois. Il sera sans doute possible de réaliser cette augmentation petit à petit au cours d'un certain nombre d'années, mais entretemps le nombre de personnes en quête d'emploi augmentera encore de 150,000 ou plus par année.

Vraisemblablement, le nombre de nos travailleurs augmentera plus rapidement au Canada que dans le reste du monde occidental, à cause

de l'immigration et du taux naturel d'accroissement de la population, qui est assez élevé, et parce que, depuis quelques années, le taux de participation des femmes aux effectifs de la main-d'oeuvre était en retard sur le taux de la participation dans d'autres pays industriels mais qu'il tend aujourd'hui, de toute évidence, à monter fortement. Une telle augmentation des effectifs de la main-d'oeuvre peut amener une augmentation satisfaisante de notre production et de notre consommation totale, ainsi que du niveau de vie de chacun, mais uniquement si on permet à une production et à un emploi appropriés de se développer.

Même répartis sur une certaine période d'années, une augmentation considérable de l'emploi dans l'ensemble des industries d'exportation ne peut représenter plus qu'une probabilité; on ne peut compter même que cette probabilité soit très forte. Dans le domaine de l'agriculture, qui est encore l'employeur le plus considérable du secteur des industries d'exportation, la tendance de l'emploi est à la baisse depuis des années, et, avec une mécanisation qui va croissant, cette tendance se maintiendra probablement. L'emploi, dans les autres industries primaires, auxquelles nous devons nos principaux produits d'exportation, n'accusera vraisemblablement pas une forte tendance à la hausse. Naturellement nous espérons, et nous comptons même, que la mise en valeur des ressources dans l'ensemble du Canada continuera à se développer, surtout dans les régions les moins avancées,

et que les exportations accuseront un certain degré d'expansion, mais nous devons admettre que nous ne pouvons nous attendre à une augmentation considérable de l'emploi global dans ces domaines, -- sauf dans l'emploi temporaire qui résulte de la construction de nouvelles installations, -- et cette augmentation n'atteindra sûrement pas l'ampleur qu'il lui faudrait pour résoudre le problème actuel du chômage ou assurer l'expansion future de la main-d'oeuvre.

On ne pourra vraiment réussir à fournir plus de travail à une main-d'oeuvre accrue, ni à réduire le nombre des chômeurs, qu'en augmentant l'emploi dans la production des biens et des services offerts à l'usage et à la consommation au Canada. Ce sera ajouter nettement à notre volume total d'établissements de production, aussi bien qu'à notre consommation et à notre niveau de vie; il s'ensuivra aussi une substitution importante de produits et de services en provenance du Canada aux produits et aux services qui, au cours de la dernière décennie, ont été importés et financés par des emprunts à l'étranger et par la vente de propriétés et d'entreprises canadiennes à des non résidents.

Le point que je veux faire ressortir aujourd'hui est que pour vivre dans les limites de nos moyens, décision qui, tôt ou tard, qu'elle nous plaise ou non, nous sera imposée, il ne faudra pas nécessairement réduire notre production ou notre expansion, ni réduire nos normes d'existence. Nous pourrons atteindre notre but, tout en augmentant notre

production totale et notre emploi, en modifiant l'importance relative des divers éléments de la production dans l'économie canadienne, c'est-à-dire en facilitant la réalisation d'un changement dans notre structure économique.

En période de chômage relativement élevé, certains milieux réclament parfois une expansion rapide de la monnaie, un crédit plus facile, l'accroissement de la dette et de l'impression des billets de banque, et enfin un financement déficitaire délibéré, entrepris sur une grande échelle. Le concept qui inspire de telles propositions, parfois poussées à l'extrême, semble être que ce genre de mesures permettront d'atteindre sans difficulté, sans effort ou sans frais, le but désiré. Ce concept relève d'une certaine philosophie qui préconise l'abondance du crédit, la vie facile, un travail restreint et des emprunts continuels. Si on lui laisse libre cours, elle minera notre stabilité, notre progrès économique et notre indépendance nationale.

A mon point de vue, on ne peut remédier au chômage actuel par des méthodes violentes tendant vers une expansion monétaire générale et un financement déficitaire. Le règlement du problème du chômage exige des mesures spécialement adaptées ou visant directement à la création d'emplois au Canada et à la stimulation de la production canadienne, plutôt qu'une distribution peu judicieuse de fonds qui serviront peut-être à payer d'autres importations, ou que des pratiques malsaines de crédit qui encourageront un nombre croissant de personnes à s'endetter de plus en plus.

Il faut reconnaître un fait indéniable. Le chômage ne représente pas seulement une tragédie personnelle pour ceux qu'il frappe directement, il constitue aussi un très lourd fardeau pour toute l'économie nationale. Les chômeurs ne produisent pas, et, en conséquence, la nation souffre. Qui, parmi nous, ne se ressent pas des suites de cette perte ?

Le maintien du revenu des chômeurs est toujours à la charge des travailleurs, car ces derniers ne peuvent faire autrement que partager les frais imposés par le chômage au pays, et, en même temps, les frais qu'entraîne la création de nouveaux emplois.

Il n'existe aucun moyen facile, aucun truc de magie, aucun tour de passe-passe qui puisse éliminer ce problème. Le fait de financer les dépenses publiques en créant de la monnaie n'exerce aucun effet sur l'ampleur du fardeau ou des frais; cela ne fait que modifier la méthode de répartition des frais, et la répercussion subséquente sur les prix impose à certains membres de la collectivité la plus injuste et la plus désastreuse des méthodes de répartition. D'importants déficits délibérément endossés par un gouvernement et financés au moyen d'emprunts publics constituent une autre méthode; ils sont loin d'être le meilleur moyen d'en arriver au partage des frais. A mon avis, l'idéal est de reconnaître ouvertement le besoin de partager la charge des rajustements qui s'imposent et d'adopter une méthode de financement échelonné, autant que possible, tant dans le domaine de nos engagements fiscaux et monétaires que dans celui de nos obligations familiales et commerciales.

Il y a trois façons d'aborder le problème du chômage. Chacune peut être appuyée par la méthode échelonnée ou bien chacune peut servir d'excuse à des méthodes inflationnistes de financement qui masquent les frais ou les fardeaux réels, et qui font en même temps que ces frais et ces fardeaux imposent les plus lourds sacrifices à ceux qui sont le moins en état de les supporter. La première façon, par ordre de préférence, est d'inciter le secteur privé de l'économie à accroître la production. Les méthodes utilisées à ce chef donnent lieu à de sérieuses controverses et il faut du temps pour atteindre des résultats maximum, même dans le cas de ceux qui proviennent de l'application de méthodes convenues. La deuxième façon en est une à laquelle nous recourons plus souvent pour obtenir des résultats à brève échéance: il s'agit de l'augmentation de l'embauchage en rapport avec des entreprises publiques de toutes sortes. En troisième lieu, tout en mettant en oeuvre des programmes destinés à augmenter l'embauchage tant dans le secteur privé que dans le secteur public, les besoins des chômeurs sont comblés sous forme d'allocations de subsistance remises à ceux qui, à un moment donné, se trouvent sans emploi.

Le point sur lequel je veux attirer votre attention c'est qu'il est inutile et même dangereux de considérer le financement inflationniste comme étant la solution du chômage ou d'autres problèmes économiques, et aussi qu'il n'y a aucune raison pour qu'une finance saine nous empêche

d'atteindre nos buts en ce qui concerne l'emploi, la balance des paiements ou toute autre question.

Aucune entrave financière ne nous empêche de réaliser nos buts économiques et sociaux. Une finance saine, fondée sur le principe qu'il faut vivre selon ses moyens, ne met pas obstacle à la répartition idéale de ces moyens ni ne restreint leur augmentation possible. Quelle que soit l'aide que le peuple du Canada se propose d'apporter aux chômeurs, même au point de leur garantir un revenu égal à ce qu'ils touchaient quand ils travaillaient, si telle est la décision de la collectivité, cela peut se faire sans que le gouvernement ait à subir d'énormes déficits ou à gonfler la masse monétaire. Si on n'y réussit pas, par des méthodes appropriées, c'est que l'ensemble de la collectivité ne désire pas atteindre le but en question, ou qu'elle ne peut décider quelle méthode, parmi tant d'autres, est la plus désirable parce qu'elle comporte les meilleurs résultats et les conséquences les moins fâcheuses.

Il en va de même de l'emploi des chômeurs dans des entreprises qui relèvent directement du gouvernement. Il n'y a aucun obstacle financier à ce que les gouvernements à tous les paliers multiplient les entreprises afin de fournir du travail utile et productif à tous les chômeurs, y compris du travail qui convienne aux hommes de métiers comme aux journaliers, aux employés de bureau, aux techniciens et aux ouvriers. Naturellement, la

plupart des gens préféreraient voir l'augmentation de l'embauchage se manifester dans le domaine de l'industrie privée, laquelle produit des biens et des services destinés à la consommation particulière, selon les préférences individuelles qui se traduisent par les goûts de l'acheteur. Mais, en autant qu'on estime qu'il est nécessaire ou recommandable d'assurer de l'emploi au moyen des entreprises qui relèvent directement du gouvernement, que ce soit au niveau fédéral, provincial ou municipal, il est possible de trouver des méthodes convenables de financement pour payer les frais et partager le fardeau, sans que le gouvernement ait à subir de graves déficits ou à créer de la monnaie.

Enfin, il y a plusieurs méthodes, dont quelques-unes sont en usage depuis longtemps, au moyen desquelles on peut activer la production au Canada dans le domaine de l'entreprise privée et amener les Canadiens à acheter des produits fabriqués au Canada, et à avoir recours à des services canadiens, au lieu d'importer des produits des autres pays et de recourir aux services de l'étranger. Ces diverses méthodes peuvent augmenter les dépenses du gouvernement ou faire baisser le rendement de certains genres d'impôts à taux courants, mais cela ne signifie pas qu'elles doivent conduire à un accroissement massif des dépenses du gouvernement. En fait, certaines de ces méthodes amèneraient des revenus plus élevés aux gouvernements. D'autre part, il se peut qu'on puisse diminuer d'autres dépenses gouvernementales qui ne stimulent pas autant la production et l'emploi, et il y a plusieurs façons

d'augmenter les recettes gouvernementales à tous les paliers, ce qui aurait comme résultat de rendre les lourds déficits du gouvernement et l'accroissement rapide des dettes aussi inutiles qu'indésirables.

Il est extrêmement important de remanier nos opérations de façon à augmenter la production des biens et des services destinés au marché canadien, parce que cela nous donne meilleur espoir de maintenir l'expansion de l'économie canadienne et d'améliorer à la longue notre niveau de vie, et aussi parce que c'est seulement de cette façon que nous pourrions diminuer sensiblement le lourd déficit de nos comptes internationaux. A moins de pouvoir résoudre ce problème, un avenir plutôt morne s'offre à nos yeux, tant dans le domaine économique que du point de vue du maintien de notre souveraineté nationale et de notre indépendance politique.

Le lourd déficit annuel de nos comptes internationaux est à la fois la cause et le résultat de l'augmentation considérable de notre dette à l'étranger. Jusqu'à cette année, nous avons tenté pendant six ou sept ans de réaliser un programme d'immobilisations qui dépassait notre capacité réelle ou potentielle de produire de nouveaux capitaux à même nos épargnes, en insistant trop sur certains secteurs plutôt superficiels de l'activité économique au détriment de certaines industries plus stables. Nous sommes peut-être les premiers responsables, ou bien cela a pu nous être imposé, en partie du moins, par le placement ininterrompu de capitaux étrangers effectué par des sociétés ou des actionnaires étrangers qui croyaient avoir trouvé des occasions

mirifiques de lancer diverses entreprises au Canada ou de devenir propriétaires de sociétés canadiennes déjà existantes. De fortes entrées de capitaux ont rehaussé la cote du dollar canadien et ont provoqué des importations considérables en biens et services. L'économie toute entière s'en est trouvée tendue et les cadres de l'emploi et de la production ont été faussés, ce qui a été défavorable à une croissance et à une stabilité régulières. A mon avis, il en est résulté non pas la création d'un plus grand nombre d'emplois mais d'un plus grand nombre de chômeurs, si on tient compte de la moyenne du cycle " prospérité - recul ", et de plusieurs problèmes qui compromettent notre avenir, tout en donnant lieu à plusieurs de nos difficultés actuelles.

Nous devrions, dans notre propre intérêt, vivre selon nos moyens et augmenter ceux-ci par nos propres efforts. Une nation arriérée ou sous-évoluée qui désire passer subitement d'une forme d'économie primitive à une économie moderne peut avoir besoin d'importations considérables de capitaux. Mais un pays développé comme le Canada peut accomplir de meilleurs progrès et maîtriser sa destinée davantage en se servant de sa propre épargne pour amasser les capitaux nécessaires. En réalité, le niveau de notre épargne est aussi élevé que celui de n'importe quelle nation évoluée. Si nous désirons l'augmenter davantage, il n'en tient qu'à nous. Beaucoup d'entre nous pourraient épargner davantage, emprunter moins, et se préparer ainsi un avenir plus assuré. D'autre part, si nous ne pouvons ou ne voulons pas

augmenter notre épargne, nous ne devrions pas demander aux économies des Américains, des Anglais, des Suisses ou des Belges, qui ne sont pas en réalité plus élevées que les nôtres en proportion de leur revenu national, d'accomplir pour nous l'effort que nous évitons de faire. Que les épargnes excédentaires du monde servent à aider les pays indigents d'Afrique, d'Asie et d'autres parties du monde. Les Canadiens accompliront des progrès plus durables s'ils voient eux-mêmes à cette question d'épargne et de placement.

Certains observateurs pessimistes ont prétendu que la méthode selon laquelle notre expansion économique devrait se fonder sur nos propres épargnes, et que la nécessité subséquente d'amender notre situation internationale en remplaçant nos importations par de la production nationale, exigeraient des Canadiens plus de sacrifices qu'ils ne veulent en faire. En réalité, nous n'avons pas le choix. Nous ne pouvons continuer à augmenter notre dette à l'étranger comme nous l'avons fait au cours des prospères années "cinquante". Nous serons obligés, d'une façon ou de l'autre, de vivre de notre propre production, mais nous pouvons augmenter cette production au lieu d'importer des biens à crédit, comme antérieurement. C'est là d'ailleurs ce que nous devrions faire dans l'intérêt de notre économie à long terme et aussi pour d'autres raisons, en vue de conserver notre identité nationale et d'être justement fiers de nos réalisations.

Pour ma part, je suis certain qu'à titre de Canadiens, nous suivrons la ligne de conduite que nous avons toujours adoptée durant les périodes difficiles de notre histoire, c'est-à-dire que nous demeurerons Canadiens, nous dirigerons nos propres affaires, et nous fournirons à nos concitoyens les emplois dont ils ont besoin, sans tenir compte des considérations d'ordre purement économique et sans faire de comparaisons avec les chiffres des autres pays. Evidemment, nos importations doivent continuer d'atteindre un chiffre raisonnable et nous devons tenter d'augmenter nos exportations dans une juste proportion, mais nous ne pouvons ni ne devons continuer à importer sur une haute échelle des biens et des services qui dépassent nos exportations. Nous ne pouvons importer une quantité illimitée de divers biens et services qui dépassent notre capacité de paiement simplement parce que leur prix semble inférieur au coût de la production de biens et de services analogues au Canada.

Au cours de toute notre histoire, une façon étroitement économique d'aborder nos problèmes nationaux a toujours été écartée lorsqu'il s'agissait d'aspects importants de l'expansion du pays. Si l'on avait agi autrement, le Canada n'aurait jamais vu le jour; il n'aurait pu croître ni se développer dans un tel contexte.

En tant que nation, nous constituons un édifice politique composé d'un certain nombre de régions économiques, dont chacune, si un strict

point de vue d'économie nous avait dominé, aurait eu à entretenir les rapports les plus étroits avec des régions économiques de l'extérieur, et chacune de nos parties intégrantes serait demeurée une zone-frontière arriérée, de faible population.

L'acte de fédération a obligé les Canadiens des diverses régions à reconnaître la suprématie des valeurs politiques, culturelles et spirituelles sur les valeurs purement économiques. Notre fierté nationale est née de cette décision. Néanmoins, nous sommes parvenus à un niveau de vie que l'on considère comme le plus élevé du monde moins un, -- nous avons atteint ce rang bien avant la forte augmentation des placements étrangers chez nous durant les années "cinquante", -- et il n'existe aucune raison pour que nous ne puissions continuer à hausser notre niveau de vie et maintenir notre situation au sein des autres nations sans continuer d'accroître notre dette extérieure et sans importer plus de biens et de services qu'à l'heure actuelle.

Au fil de notre vie nationale nous accomplissons sans cesse des choses qui, d'un strict point de vue économique, sembleraient être plus coûteuses que la ligne de conduite opposée. Un exemple très simple nous en est fourni par les mesures qui sont prises pour résoudre le problème du chômage saisonnier, c'est-à-dire la diminution du nombre des emplois durant certaines saisons de l'année, phénomène particulièrement sensible au Canada en raison de notre climat, de notre situation géographique et de

la grande distance qui sépare nos diverses régions économiques. Dans le cas de plusieurs industries, l'emploi d'hiver coûte manifestement plus cher que l'emploi d'été; néanmoins, la plupart des gens reconnaissent qu'il est souhaitable de maintenir l'emploi en hiver, même s'il faut subir certains frais à cet égard. Nous maintenons nos réseaux de chemins de fer afin que le transport et les communications se fassent sans quitter le Canada, même si au point de vue comptable il en coûterait certainement moins d'acheminer nos voyageurs et nos marchandises vers le sud en passant par les Etats-Unis, supprimant ainsi de longs parcours sur les réseaux transcanadiens. Chaque année, nous versons des sommes considérables pour le maintien de nos services canadiens de télévision et de radio au lieu de recourir aux services moins dispendieux que nous offrent les Etats-Unis. Nous avons toujours maintenu des taux et des règlements douaniers propres à assurer que certains genres de produits destinés au marché canadien ne soient pas entièrement importés de l'extérieur.

A mon sens, il est une autre raison impérieuse, qui s'impose de plus en plus chaque année, suivant laquelle l'économie canadienne se doit de produire le plus haut pourcentage possible d'articles et de services dans les limites mêmes du pays, plutôt que de s'en remettre à des importations dont le financement fait croître notre dette extérieure. La marche de la découverte technologique et du progrès s'accélère sans cesse. Jusqu'ici,

la plupart des découvertes et des progrès se trouvent au delà de nos frontières. De même, la mise en oeuvre des progrès techniques, que l'on résume souvent par le mot automatisation, s'intensifie rapidement. Le manque de perspicacité fait qu'on s'oppose parfois à l'automatisation parce qu'on estime que l'automatisme crée du chômage dans les industries automatisées. Bien entendu, la réponse réside en ce que l'automatisation réduit le prix de revient et contribue à hausser le niveau de vie et que la diminution de l'emploi dans un domaine se trouve contrebalancée, et parfois plus que contrebalancée, par une augmentation dans d'autres domaines, notamment dans celui de la production de l'outillage automatique. En ce qui concerne le Canada, cependant, nous ne jouirons pas de ce jeu de compensation à moins de prendre des mesures appropriées. Il y a danger que le progrès de l'industrie et de la technique avancée en dehors du Canada entraîne toujours plus de chômage au Canada, alors que l'augmentation correspondante de l'emploi dans les métiers hautement spécialisés et mieux payés qui créent l'outillage et les biens durables se produira outre-frontière. Il ne s'agit pas là d'une considération théorique ni d'une fausse alarme; déjà bon nombre d'industries canadiennes ont constaté le phénomène.

Si nous voulons que notre population et notre embauchage continuent d'augmenter, nous devons nous appliquer à fabriquer une grande

partie de tous les biens durables, de l'outillage de production, des produits chimiques obtenus après de longues transformations et des autres nouveaux matériaux que nous comptons utiliser dans notre pays.

La reconnaissance de ces exigences essentielles au progrès économique du Canada, comme l'adoption de méthodes permettant de satisfaire à ces exigences, n'imposera pas un fardeau intolérable aux Canadiens. Peut-être même ne sera-ce guère un fardeau, et il sera certainement beaucoup moins onéreux que la privation qu'il nous faudra autrement affronter si nous ne réalisons pas autant de progrès que le reste du monde. Les épargnes que l'économie canadienne produit chaque année et le revenu des Canadiens, qui restent libres de choisir la manière dont ils le dépensent, sont tels que nous pouvons nous permettre d'édifier la structure économique de notre choix et nous procurer le mode de vie et les réalisations nationales qui nous sont chers.

Je n'avance pas d'arguments ni n'amorce de débat autour du libre-échange comparé au système protectionniste, ni sur les avantages de la spécialisation internationale, car tout cela est étranger à la question. Tout comme une famille qui a prospéré peut décider, et elle le fait habituellement, d'acheter une automobile dont le coût dépasse celui d'un modèle plus modeste et plus économique sur le marché, parce que cette voiture lui offre plus d'avantages et de satisfactions qu'un simple transport à bon compte, d'un

endroit à un autre, une nation moderne peut décider de se pourvoir d'une grande variété de matériel technique du dernier cri, de produits ouvrés, de services techniques et culturels qui lui sont indigènes, en d'autres termes, de faire les frais d'une industrie nationale et de toutes sortes d'occasions d'emploi et de débouchés culturels qu'elle ne connaîtrait pas autrement.

Il est concevable que le niveau moyen de vie par habitant serait plus élevé au Canada si nous n'avions toujours produit que du poisson, des fourrures, du blé, du bois d'oeuvre ou des métaux; mais la population ne serait qu'une petite fraction de ce qu'elle est aujourd'hui et, de génération en génération, le mécontentement grandirait à cause d'un manque de variété dans les débouchés qui permettent aux talents des jeunes de s'épanouir. Si nous ne voulons pas trouver ou si nous ne croyons pas que nous pouvons obtenir d'intéressantes occasions d'emploi pour nous-mêmes, pensons néanmoins à nos enfants et à nos petits-enfants. Une nation ne peut vraiment s'appeler une nation, ni assurer un mode de vie satisfaisant à ses citoyens, si elle n'arrive à diversifier pleinement ses formes d'activité économique. Les peuples primitifs, les nations arriérées et les nations très peu évoluées au regard des normes modernes, ne pourront évidemment pas connaître cet essor d'ici longtemps. Le Canada en est capable dès maintenant.

Pour y parvenir, il nous faut, tout d'abord, améliorer grandement nos services éducatifs; il nous faut plus d'universités, d'institutions techniques et d'établissements de formation de tous genres, ainsi que beaucoup plus d'étudiants et d'apprentis qu'à l'heure actuelle. Il ne suffit pas que la proportion des jeunes qui font des études avancées chez nous soit deux fois plus forte qu'en Angleterre, car notre pourcentage est moins du tiers de ce qu'il est aux Etats-Unis, et les Anglais, comme les Russes et d'autres, font de grands efforts pour égaler les Américains à cet égard, tandis que les Américains, de leur côté, cherchent à améliorer la situation tant en quantité qu'en qualité. Nous devons procurer à tous nos citoyens une instruction fondamentale, et fournir les laboratoires et l'installation technique nécessaire aux recherches scientifiques et technologiques et à la formation. Nous devons procurer des emplois industriels de tous genres dans la fabrication, les transports et les communications, les travaux techniques et scientifiques et les nombreuses industries de services, à ceux qui peuvent acquérir la formation nécessaire et la faire fructifier. Ce n'est pas méconnaître l'agriculture, car elle devient une occupation de plus en plus industrielle qui exige et utilise une technique très avancée.

Pourquoi éprouvons-nous les sérieuses difficultés qui nous assaillent maintenant? L'une des raisons fondamentales est, je crois, que nous avons été portés à tourner nos regards vers le passé et que nous pensions

pouvoir continuer à progresser avantageusement et sans trop d'obstacles en répétant en plus grand nombre les oeuvres du passé, au lieu de chercher de nouvelles voies d'expansion, de nouvelles idées, de nouvelles entreprises plus conformes aux tendances qui se manifestent dans les pays plus avancés.

Au fond, nul doute que nous étions en faute, mais je ne doute pas non plus que notre jugement se soit trouvé embué et notre initiative enrayée par le fait que les secteurs les plus avancés de l'industrie canadienne sont sous le contrôle et la domination d'entreprises étrangères.

Pour emprunter le langage modéré d'une publication du Bureau fédéral de la statistique, "nul pays aussi industrialisé que le Canada ne compte autant d'industries sous la domination de sociétés de l'extérieur". Je préfère laisser de côté les demi-vérités et avancer que nul pays au monde ayant un niveau de développement semblable au nôtre n'a connu un tel degré de domination étrangère, pas même la moitié, ni même le quart.

Tout en étant public, cet état de choses n'est ni bien connu, ni parfaitement compris. En 1956, toute notre industrie appartenait à l'étranger dans la proportion de 48 pour cent et elle était administrée par l'étranger dans la proportion de 52 pour cent; dans certains domaines importants de la fabrication, la prédominance étrangère était de 75 à 100 pour cent. Dans le domaine du pétrole et du gaz naturel, l'industrie, dans son

ensemble appartenait à l'étranger, dans la proportion de 65 pour cent et était administrée par l'étranger, dans la proportion de 80 pour cent. Quant à la fonderie et aux mines, la propriété étrangère était de 54 pour cent et la domination étrangère, de 58 pour cent. Ces chiffres étaient beaucoup plus élevés en 1956 qu'en 1926, et à en juger par les rapports fréquents des sociétés canadiennes passées aux mains étrangères et par l'entrée au Canada, pour placements directs, de capital provenant de sociétés étrangères au cours des quatre années antérieures, les pourcentages tout autant que les montants absolus ont probablement tendance à s'élever davantage. En ce qui concerne l'administration étrangère, ce sont les compagnies américaines qui ont la part du lion, et de beaucoup. Cette croissante prédominance a été le fait saillant de notre histoire d'après-guerre.

La prépondérance de la mainmise étrangère sur plusieurs industries a suscité de graves obstacles au fonctionnement de la politique monétaire dans notre pays. Chaque fois que surgissent des conditions inflationnistes et qu'une restriction monétaire devient nécessaire, celle-ci peut peser plus lourdement sur les entreprises purement canadiennes que sur les succursales étrangères, car celles-ci ont accès à une finance extérieure. D'une façon plus générale, maints observateurs canadiens ont parlé de l'ingérence induite de la concurrence exercée par les grosses entreprises à l'endroit des petites,

ce qui présuppose une rivalité de l'entreprise étrangère envers l'entreprise domestique, alors que les industries canadiennes se trouvent dépassées en technologie et en fourniture de matériaux et ont moins d'accès aux marchés aussi bien qu'à la finance. Malheureusement, leurs propositions pour remédier à la situation prennent la forme de demandes de crédit, plus facile à obtenir au Canada, et d'expansion des réserves d'argent dans le système bancaire. L'argent facile ne saura résoudre ces problèmes pas plus qu'il pourra résoudre les problèmes connexes du chômage et de la balance des paiements. Je crois, cependant, qu'une analyse plus approfondie de ces problèmes est nécessaire et qu'il y aurait lieu de chercher de nouveaux moyens d'envisager la question.

Dans plusieurs domaines importants, notre économie fait figure de subordonnée. En conséquence, le travail de recherche a été lent à se développer au Canada. Des facilités de recherche ont été fournies ailleurs et l'industrie canadienne a pu imiter les résultats obtenus par la société-mère, non sans retard parfois. Il y a rarement de participation canadienne à l'introduction d'idées nouvelles ou à l'évolution de produits neufs et de projets originaux. La plupart du temps, dans notre industrie, les décisions administratives importantes sont prises par des étrangers, en dehors du Canada, que ce soit des Américains ou des Européens, et elles découlent

de raisons qui n'ont rien à voir avec les aperçus et les aspirations des Canadiens. La plupart du temps, dans ces sociétés, l'on n'encourage pas les Canadiens à avoir des idées nouvelles. Ils ne peuvent mettre leurs idées à l'épreuve et il ne peuvent prendre sur eux de faire valoir leurs idées et de les mettre à exécution.

L'industrie canadienne de l'automobile n'a jamais construit, au Canada, une voiture qui puisse s'adapter aux conditions particulières de notre pays ou qui utilise des idées canadiennes, soit bonnes ou mauvaises. Elle a dû plutôt se contenter de copier des voitures américaines, construites selon les plans, les modèles et la réclame américaine et produites aux Etats-Unis, dans la proportion de 40 pour cent de leur valeur. Par contraste, dans maints pays européens, l'industrie de l'automobile connaît un degré bien supérieur de participation domestique. Il en est de même en Australie, où la population n'est que la moitié de la nôtre et où le pouvoir d'achat, par tête, est assez inférieur au nôtre.

On peut retrouver plusieurs fois la même image en comparant les industries canadiennes aux industries de même ordre qui existent dans divers pays d'Europe. Par suite de l'énorme pouvoir d'achat des Canadiens, le marché, pour n'importe quel produit, est plus vaste au Canada que dans presque tous les pays d'Europe, sauf l'Angleterre, la France et l'Allemagne;

et là encore, le marché canadien peut supporter la comparaison et il est même supérieur, dans certains cas. Si, au Canada, nous ne sommes pas parvenus à mettre sur pied une industrie domestique assez importante et de caractère suffisamment canadien pour suffire à nos besoins, ce n'est pas parce que notre marché ne permet pas, économiquement parlant, la fabrication en série et la recherche technologique.

En 1955, j'ai exprimé l'espoir, évidemment beaucoup trop optimiste, que l'économie du Canada se nationaliserait dans l'avenir et dépendrait moins du reste du continent américain. Cet espoir, il est vrai, s'étendait sur une période de vingt années à venir, mais au cours des premières années de cette période, l'économie a suivi une tendance opposée à celle que nous aimerions lui voir prendre.

Aujourd'hui, nous nous rendons compte que plusieurs domaines d'avant-garde de l'industrie secondaire (y compris l'électronique et tous les progrès qu'elle peut connaître à l'avenir) sont de plus en plus sous la domination et le contrôle étrangers, que la production et l'exportation sont restreintes et que les Canadiens ont un rôle beaucoup moins prépondérant dans la direction des affaires qu'ils n'en auraient si l'industrie avait une administration de composition canadienne. Les Canadiens ne sont même pas au courant de l'état financier de leurs principales industries, étant donné que ces dernières appartiennent à des compagnies étrangères,

lesquelles ne considèrent ni nécessaire ni souhaitable de publier les états financiers de leurs filiales canadiennes. Les Canadiens n'ont pas plus le droit de posséder des actions dans la plupart de ces industries qu'ils ne peuvent participer à leur administration ou à leur avancement technologique.

Dans l'industrie, les recherches appliquées sont absolument essentielles à l'avenir économique de notre pays. Or on estime que les dépenses faites par l'industrie privée au Canada pour le travail de recherche et pour l'expansion n'égalent que le quart des dépenses effectuées par les industries des Etats-Unis et d'Angleterre, compte tenu du revenu national de chaque pays. Grâce surtout à la création et à l'évolution du Conseil national de recherches, de l'Atomic Energy of Canada Limited et de leurs précurseurs, les dépenses du Gouvernement canadien se rapprochent de celles des autres pays, mais, au Canada, nous ne devrions pas être obligés de compter autant sur l'apport des gouvernements pour remédier aux déficiences des succursales et des filiales des compagnies étrangères.

Les capitaux des Etats-Unis et des autres pays, ainsi que les hommes qu'ils nous ont fournis pour diriger certaines compagnies au Canada, nous ont permis sans aucun doute de réaliser certains bénéfices que nous n'aurions pu obtenir aussi rapidement ni en aussi grande quantité sans cette aide, mais ces bénéfices ont rarement égalé ceux qu'aurait produits l'évolution du Canada lui-même. Nous nous rendons compte

maintenant que nous y aurions gagné à laisser de côté certains gains faciles mais provisoires, et à apprendre plutôt comment diriger nos affaires de notre mieux, en sachant nous contenter des résultats.

Il n'y a pas de doute que le placement international raisonnable est une bonne chose et qu'il devrait continuer à jouer un rôle bienfaisant dans l'économie du pays. En effet, certains pays sous-évolus devraient avoir une aide étrangère plus considérable que celle qu'ils reçoivent actuellement. Par ailleurs je crois, contrairement à l'opinion qui existe dans certains milieux, que les Etats-Unis ont été fortunés de pouvoir développer leur économie sans que l'apport financier des autres pays et une administration étrangère aient à jouer un rôle important dans ce progrès économique, du moins pas après le début de l'ère de la construction ferroviaire. Le Canada n'a pas à imiter un exemple américain de nature purement imaginaire.

Au Canada, la croissance de la domination étrangère se poursuit depuis si longtemps que nous nous aveuglons peut-être sur son compte; nous la considérons comme une nécessité, ou bien nous ne saisissons pas toute la portée de son emprise. Aucun autre pays n'aurait envié une telle dépendance économique pour ses propres affaires. Quels que soient les avantages que cette dépendance ait pu comporter dans le passé, elle risque maintenant de mener à une stagnation économique et de compromettre la marche du progrès pour le Canada et ses habitants.

Je sais qu'un nombre de plus en plus considérable de Canadiens sont convaincus qu'il faut mettre fin à la pénétration économique étrangère au Canada, et qu'un mouvement en sens inverse s'impose. Pour reprendre les termes d'une résolution célèbre, la plupart des Canadiens sont d'accord que la domination étrangère sur l'économie canadienne, en particulier celle des Etats-Unis, a augmenté dans le passé, qu'elle continue d'augmenter et devrait en conséquence être enrayée.

Le fait d'exprimer de telles opinions ne signifie pas que nous sommes opposés aux Américains ou hostiles aux étrangers. Dans le cas de la plupart des autres pays, et certainement dans celui des Etats-Unis, nations et peuples peuvent contribuer, de façon unique et précieuse, à donner à l'hémisphère occidental une vie riche et variée. Avoir de la sympathie pour quelqu'un, aimer à faire affaires d'égal à égal avec lui, le visiter et le recevoir sont là d'excellentes choses. Mais personne n'aime voir des invités, fussent-ils même des plus aimables, comme il s'en trouve dans certains domaines des affaires, arriver en si grand nombre qu'ils l'emportent sur les membres de la famille, assument la charge de la maison, s'emparent du plus gros du revenu et restent indéfiniment, année après année.

Il serait possible de commencer à corriger cette situation si les sociétés étrangères qui ont d'importantes filiales au Canada, -- particulièrement dans les industries dont plus de la moitié du contrôle appartient à

l'étranger et dont l'établissement chez nous remonte assez loin pour être solidement ancré, - - s'engageaient formellement à renoncer à leurs titres de propriétaire sur les actions de leurs succursales canadiennes. Elles pourraient y arriver soit en distribuant les actions qu'elles détiennent dans la société canadienne parmi les actionnaires de la société étrangère, même s'il s'agit entièrement ou en grande partie d'investisseurs étrangers plutôt que canadiens, soit, ce qui serait mieux encore, en vendant celles-ci sur le marché public. Quoi qu'il en soit, dès que les actions ne seraient plus entre les mains de la compagnie-mère mais dans celles de nombreux actionnaires, les Canadiens pourraient s'en porter acquéreurs. De plus, à ces conditions, il serait beaucoup plus facile de recruter parmi les Canadiens les membres de la direction, depuis le conseil d'administration jusqu'au directeur en chef, sans oublier les subalternes. Le financement éventuel de la société pourrait alors se faire entièrement au Canada et se conformer aux conditions de notre pays, tout comme dans le cas d'une entreprise purement domestique.

Je présume que même ceux qui se disent satisfaits du degré actuel de domination étrangère sur l'industrie canadienne n'aimeraient pas voir notre système bancaire, nos sociétés de fiducie, nos établissements financiers et nos compagnies d'assurance-vie devenir la propriété exclusive ou quasi exclusive de l'étranger. Il y a plusieurs années, les compagnies d'assurance-vie semblaient devoir être achetées et dirigées par des sociétés

américaines; des dispositions furent prises pour prévenir cette éventualité. Nous ne priserions pas beaucoup l'idée de voir l'administration et le contrôle financier du réseau Pacifique-Canadien passer à des étrangers. Pourquoi alors notre opinion varierait-elle dans le cas des nombreux autres secteurs importants de l'industrie canadienne?

Comme vous le savez, il est stipulé dans la charte de la Banque du Canada que tous les directeurs et les hauts fonctionnaires de cette institution doivent être des citoyens canadiens résidant ordinairement au Canada. La même condition vaut, bien que de façon moins décisive, dans le cas des banques à charte. La Commission des transports aériens voit à ce que les sociétés autorisées à effectuer le transport aérien au Canada appartiennent à des Canadiens et que ces derniers en assument aussi la direction. Le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada a adopté une attitude semblable à l'endroit des postes de radio et de télévision du pays. Pourquoi toutes les sociétés canadiennes, ou du moins les plus importantes, ne recrutent-elles pas uniquement des directeurs canadiens? Les esprits cyniques allégueront que ces directeurs ne seraient que les porte-parole de propriétaires étrangers. Je suis convaincu du contraire. En confiant à des citoyens canadiens des postes de commande dans la direction et la gérance des filiales canadiennes, et en les tenant responsables envers l'opinion publique, particulièrement lorsque les actionnaires ne relèvent pas

d'une seule société-mère étrangère, les perspectives et l'activité de ces sociétés pourraient s'en trouver améliorées car elles deviendraient beaucoup plus conscientes des exigences du monde canadien.

Il existe, naturellement, un certain nombre de secteurs de l'industrie canadienne où les compagnies sont essentiellement canadiennes. De telles entreprises se préoccupent avant tout de produire pour le marché canadien et de soutenir la concurrence des importations des Etats-Unis et d'autres pays. On nous dit qu'elles ne peuvent progresser davantage parce que le marché canadien n'est pas assez considérable pour faire baisser le prix de la production, ou parce que les modèles doivent subir des modifications une ou deux fois par année, et qu'ils sont d'ailleurs imités d'autres modèles de provenance étrangère. On prétend aussi qu'il n'y a pas suffisamment de compétence au Canada dans les domaines de la recherche appliquée et de la technique pour que l'on puisse mettre à la disposition des industries canadiennes de nouveaux procédés qui leur permettraient de rivaliser avec les découvertes des autres nations. Il y a également d'autres motifs d'ordre négatif. J'ai idée que d'importants secteurs de l'industrie domestique de notre pays sont souvent paralysés par l'impression que s'ils tentent de s'étendre davantage, s'ils essaient de fabriquer de nouveaux produits ou d'adopter des techniques plus avancées, ils rencontreront en ce qui concerne les prix d'importation et les méthodes

de vente, une concurrence écrasante de la part de rivaux beaucoup plus prospères aux Etats-Unis et dans d'autres pays.

Si nous avons de meilleurs moyens d'éducation, plus de recherche appliquée, une technique perfectionnée et une production plus intense, et surtout si nous étions assurés de véritables occasions de pouvoir exercer ces valeurs sans nous heurter à des obstacles ou à des mesures décourageantes venant de l'étranger, je suis sûr que l'industrie canadienne pourrait rivaliser avec n'importe quelle autre au monde. Si aucune mesure défavorable prise inopinément par un pays étranger ne réussissait à faire perdre l'équilibre à notre industrie, et si elle pouvait en même temps soutenir l'épreuve d'une concurrence raisonnable dans l'importation comme moyen de contrôle, l'esprit de nos entreprises de production en serait totalement transformé et les résultats pourraient nous surprendre. Dans le domaine de la création, nous sommes assurément retardataires et sous-évolués, un peu parce que nous n'avons jamais fait l'effort qui s'imposait et aussi parce qu'il nous paraissait inutile de tenter cet effort quand nous croyions n'avoir aucune chance de succès. Ici encore, comme dans le cas de tous les autres motifs qui nous poussent à vivre selon nos moyens et suffire à nos propres besoins, la décision que nous prendrons n'aura pas pour effet de restreindre notre production ou de réduire notre niveau de vie mais plutôt de galvaniser notre énergie et d'éveiller une activité créatrice et productrice

sans précédent au pays. Je crois que le moment est venu où seul ce genre d'effort peut nous sauver et nous permettre de jouer un rôle dans l'ère extraordinaire qui s'ouvre pour tout l'univers.